

LT-05012021-Partout dans le monde, des campagnes de vaccination sous haute tension

PANDÉMIE ABONNÉ

Aux quatre coins du globe, les campagnes de vaccination ont démarré. Comme en Suisse, les critiques se font jour aux Etats-Unis et surtout en France. Les autorités le savent: c'est sur cette performance qu'elles seront finalement jugées



En Suisse, même en l'absence de queues sur les trottoirs, les critiques ont aussi commencé à se faire entendre. — © Zelijko Lukunic/Pixsell



Luis Lema

Des queues interminables, comme en Floride ou dans le Tennessee, où les candidats à la vaccination, souvent des personnes âgées, attendent parfois toute une nuit dehors dans l'espoir d'être vaccinés; des critiques qui fusent, comme en France et dans une moindre mesure en Suisse, sur la «lenteur» et les couacs qui accompagnent le lancement de la campagne de vaccination... De l'Inde au Royaume-Uni, d'Israël à l'Allemagne, la course aux vaccins est lancée, avec l'objectif de prémunir au plus vite les populations, au sortir de cette année noire 2020. Au point que, très vite, c'est sur ce seul critère que risquent d'être jugées un peu partout les diverses autorités politiques nationales.

Lire aussi: [Dans le monde, des campagnes de vaccination en ordre dispersé](#)

Les images de ces aînés américains errant pendant des heures sur les trottoirs? Elles sont le reflet du «chaos» qui règne actuellement aux Etats-Unis, selon le terme utilisé par le *New York Times*. Alors que les responsables américains de la santé promettent désormais un rythme d'un million d'injections par jour, les difficultés logistiques et

l'engorgement des centres de santé empêchent pour l'instant d'atteindre à peine la moitié de cet objectif. Depuis le 14 décembre, date de la première vaccination, quelque 4 millions et demi d'Américains ont reçu la première dose de vaccin. Donald Trump avait assuré qu'il y aurait 20 millions d'Américains vaccinés avant la fin de 2020.

En Suisse, «le bon choix»

En Suisse, même en l'absence de queues sur les trottoirs, les critiques ont aussi commencé à se faire entendre. Ici, le rythme prévu est de 70 000 vaccinations par jour. Or pour l'instant, la Suisse n'a obtenu qu'une première livraison de 107 000 doses du vaccin Pfizer/BioNTech, à la veille de Noël. Dans la presse dominicale, les doutes prenaient en réalité deux directions opposées. D'un côté, les craintes sur la capacité réelle pour les cantons de mener à bien le nombre prévu de vaccinations, tandis qu'ils peinent à effectuer 35 000 tests par jour. De l'autre côté, la «pingrerie» de la Confédération qui aurait dû, selon les critiques, se procurer davantage de doses, quitte à solliciter également d'autres fabricants et quitte à y mettre le prix.

Lire également: [Vaccin contre le Covid-19: les cantons accélèrent les préparatifs](#)

«C'est très ambitieux de lancer la campagne de vaccination alors que nous ne disposons que d'un nombre réduit de doses, reconnaît Christoph Berger, président de la Commission fédérale pour les questions de vaccination. Mais je pense que nous avons fait le bon choix. Le plus difficile maintenant, ce sera de «prioriser» correctement les personnes qui doivent être atteintes en premier.» Mais le médecin se montre rassurant: «D'ici à l'été, la Suisse aura assez de doses pour que chaque adulte qui le souhaite puisse se vacciner.»

Lire encore: [Coup d'envoi de la campagne de vaccination en Suisse romande](#)

Leçons non tirées en France

En France, les critiques sont beaucoup plus fortes. Alors que 500 000 doses de vaccin Pfizer/BioNTech par semaine sont attendues dans l'Hexagone, le fait d'avoir vacciné, au 4 janvier, moins de 1000 personnes sur tout le territoire

(contre près de 80 000 en Allemagne, par exemple) est déjà devenu une affaire d'Etat. Ici, les raisons de ce retard en disent pourtant long sur les leçons non tirées, depuis le début de la pandémie. Au nombre de ces raisons: la difficulté de vacciner à une large échelle les pensionnaires des maisons de retraite (Ehpad), du fait des autorisations requises – et souvent difficiles à obtenir – de la part de leurs familles.

Ou encore, le goulot d'étranglement constitué par le corps médical – une consultation préalable d'un médecin est nécessaire, pour éviter les accusations de «vaccination obligatoire». Enfin, le refus français des «vaccinodromes», ces centres de vaccination ouverts pour lesquels a notamment opté l'Allemagne. «On ne juge pas le succès d'une campagne vaccinale de six mois au bout de sept jours», a riposté dimanche, dans les colonnes du *Parisien*, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal.

Lire finalement: Coté vaccins, la France n'estime pas être en retard

Tandis que la Chine n'a pas eu ce genre de questionnements et a déjà administré plus de 4,5 millions de doses de son propre vaccin, et tandis que l'Inde vient de décider

d'autoriser l'utilisation de deux vaccins (dont le sien), visant à l'inoculer à plus de 300 millions de personnes en six mois, c'est surtout Israël qui apparaît, pour l'instant, comme le «gagnant» de cette course. Le pays, qui a déjà procédé à plus d'un million de vaccins, se distingue très nettement en proportion de la population totale (9 millions d'habitants). De fait, Israël n'a pas hésité à préacheter cet été déjà des millions de doses de vaccin, à des prix plus élevés que nul autre, avant même que soient finalisés les tests cliniques. Puis l'Etat a mis en place, lui aussi, des «vaccinodromes» ouverts 7 jours sur 7, donnant à l'exercice les allures d'une vraie opération de temps de guerre.

Une seconde dose?

Seul à rivaliser, de loin, avec cette réussite, le Royaume-Uni figure aussi en bonne place dans le classement, avec un million de vaccins administrés. Mais ici, c'est une autre question qui se pose, puisque les autorités sanitaires ont décidé de retarder d'au moins trois mois l'administration de la seconde dose. Une décision qui a provoqué des scènes de panique mais qui est approuvée par les autorités sanitaires britanniques. «Chaque fois que nous administrons une seconde dose, nous en privons quelqu'un qui, s'il

contractait le coronavirus, mourrait», expliquait David Salisbury, ancien chef du Département de la vaccination.

Pour rester en course, le Royaume-Uni va, dès lundi, administrer à sa population le vaccin du laboratoire britannique AstraZeneca et de l'Université d'Oxford, moins coûteux, plus facile à stocker et donc plus adapté à une campagne d'immunisation à grande échelle. Les autorités britanniques ont commandé 100 millions de doses du vaccin d'AstraZeneca-Oxford, dont 520 000 sont prêtes lundi, selon le ministère de la Santé. En Angleterre, des centaines de nouveaux centres de vaccination doivent ouvrir cette semaine, qui s'ajouteront aux 730 déjà en place. «C'est un tournant dans notre combat contre cet horrible virus et j'espère qu'il redonnera à tout le monde l'espoir que la fin de cette pandémie est en vue», a déclaré dans un communiqué le ministre de la Santé Matt Hancock.

Collaboration Richard Werly, Paris